

Klauzurní práce, jarní termín 2021/1 dne 10. června 2021

Přeložte a komentujte podle překladatelských mřížek.

Réforme des retraites 2021 : pourquoi elle reste incontournable

RETRAITE. Les retraites représentent le premier poste de dépenses publiques, à 13,5% du PIB.

(Mis à jour le 07 juin 2021 à 12h10) Elle revient sur le devant de la scène. Après de longs mois de suspension en raison de la crise sanitaire du coronavirus, la réforme des retraites refait surface. Au sein du gouvernement, elle est tantôt considérée comme "une priorité" par le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, tantôt comme "une nécessité absolue" par son collègue, le ministre de la Santé Olivier Véran. "Il faudra (...) poursuivre les réformes structurelles : la priorité, ce sont les retraites", a ainsi déclaré le locataire de Bercy au Journal du Dimanche. "Il est bon que cette réforme ne tarde pas trop", a-t-il pressé dimanche dernier lors d'un entretien avec Europe 1/CNews/Les Échos.

„Pour pouvoir rendre pérenne" le système des retraites - aujourd'hui composé de 42 régimes différents dont le régime de base, les régimes complémentaires et les régimes spéciaux -, "il y a une nécessité absolue" de le "réformer", a insisté de son côté Olivier Véran au micro de BFM TV dimanche. "Nous attendons des rapports (...) qui vont nous permettre de savoir à combien s'élève le trou des retraites et quel serait l'impact de telle ou telle décision", a indiqué le locataire de l'Avenue Duquesne, en souhaitant "un débat le plus serein possible" sur ce dossier. Il faut dire que l'enjeu est de taille. Avec plus de 300 milliards de dépenses annuelles, les retraites constituent le principal poste de dépenses publiques, à 13,5% du PIB, loin devant nos voisins européens, comme le rappelle Le Figaro.

La réforme des retraites, promesse de campagne d'Emmanuel Macron en 2017, avait été suspendue il y a maintenant plus d'un an, après l'adoption en première lecture grâce à l'article 49-3 en raison de la crise. Son objectif initial était la création d'un système universel, par points et par répartition, supprimant ainsi les régimes spéciaux (SNCF, industries électriques et gazières, RATP...).

[...]

Le gouvernement va-t-il mettre en place une réforme des retraites coûte que coûte ? Ou bien se limiter à des amendements au projet de loi de la Sécurité sociale (PLFSS) ? Lors d'un déplacement dans le Lot jeudi dernier, Emmanuel Macron a enfin révélé ses intentions. "Je ne pense pas que la réforme qui était initialement envisagée puisse être reprise en l'état, parce que je pense qu'elle était ambitieuse, extrêmement complexe et elle était porteuse d'inquiétudes", a-t-il déclaré. "Par contre, est-ce que nous pouvons ne rien faire sur les retraites dans les semaines qui viennent ? Je pense qu'il faut regarder deux choses : est-ce qu'on regardé d'abord le préalable à tout qui est le travail et de la reprise d'activité ? Car je pense que c'est la mère des réformes, pour moi, c'est la priorité absolue. Et la deuxième, c'est de voir comment la solidité de nos finances publiques est assurée dans la période". Tout en indiquant que la réforme des retraites ne serait "pas la même", il a insisté en indiquant que "rien n'est exclu".

Dans ce contexte, le président de la République a d'ores et déjà chargé son secrétaire d'Etat, Laurent Pietraszewski, de plancher sur cet épineux dossier. [...]

Plusieurs scénarios sont à l'étude. Mais quelles sont ces pistes ? En vérité, rien de très neuf. On vous les résume :

- **Le recul de l'âge légal de départ à la retraite** : il est aujourd'hui fixé à 62 ans. Selon une source proche du gouvernement [...], plusieurs mesures sont étudiées comme le relèvement de l'âge de deux ans, à 64 ans (soit par paliers de six mois par an, soit plus rapidement) ou l'augmentation de la durée de cotisation. Objectif affiché, engranger 20 à 25 milliards d'euros par an d'économies.
- **L'accélération de la réforme Touraine** : instaurée en 2014, elle prévoit une montée en charge progressive, génération par génération, du nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite à taux plein, avec pour objectif 43 annuités en 2035. Ses effets sont similaires à celui d'un recul de l'âge légal de la retraite, puisqu'elle incite les actifs à travailler plus longtemps pour éviter de voir leur pension de retraite minorée. Objectif affiché, faire des économies. [...]
- **Une éventuelle suppression des régimes spéciaux (SNCF, RATP, industries gazières, etc...)** : exit le système universel promis par Emmanuel Macron durant la campagne présidentielle de 2017 (qui visait notamment les régimes spéciaux mais également ceux des professions libérales). Le gouvernement planche sur la suppression des régimes spéciaux, avec une réforme qui ne toucherait que leurs nouveaux entrants. Pareille réforme sera-t-elle pour autant tenable ? La suppression des régimes spéciaux était au cœur des manifestations contre la réforme des retraites à l'automne 2019 et début 2020.

A quelle échéance ces différentes mesures pourront-elles être mises sur le devant de la scène : avant ou après la prochaine présidentielle ? Le gouvernement devra-t-il reprendre la concertation avec les partenaires sociaux, et la fameuse conférence sur le financement des retraites avortée en raison de la crise sanitaire ? La question du calendrier reste, pour l'heure, en suspens. [...]

Les discussions avec les partenaires sociaux, elles, promettent d'être houleuses, plusieurs syndicats rejetant de manière virulente tout projet sur les retraites dans le contexte de la crise. "Ce serait une erreur de la part du président de la République de remettre ça sur la table, il y a bien d'autres priorités", a ainsi asséné le patron de la CGT, Philippe Martinez sur RMC. [...]